

commerce étaient sensiblement réduits, les investisseurs potentiels — canadiens ou étrangers — établiraient-ils leurs installations de production au Canada ou aux États-Unis?

Le gouvernement veut connaître les vues de tous les Canadiens intéressés par cette question. *Quel est le meilleur moyen de maintenir et de renforcer notre accès au marché américain? Un accord resserrant nos liens commerciaux avec les États-Unis comporterait-il des avantages ou des inconvénients majeurs pour ce qui est de nos politiques économiques, culturelles et extérieures? Quel genre de relations les Canadiens veulent-ils entretenir avec les États-Unis?*

Coopération au développement international

Les Canadiens ont maintenant des connaissances plus profondes de la diversité et de la complexité du Tiers monde. Ils sont aussi davantage conscients des intérêts en jeu. Le commerce et l'investissement, l'immigration, la protection de l'environnement ainsi que la paix et la sécurité internationales sont venus s'ajouter à nos objectifs initiaux, qui étaient surtout d'ordre humanitaire. La promotion de ces intérêts dans le Tiers monde est de plus en plus étroitement liée à d'autres grands points de l'ordre du jour économique international — l'énergie, l'endettement et le financement, le commerce et l'ajustement des industries nationales.

Les Églises, les gouvernements provinciaux et les administrations municipales, les organismes privés, les petits entrepreneurs et les simples citoyens de tous les secteurs de la société canadienne ont fait la preuve de leur volonté et de leur capacité d'aider les moins fortunés. Il y a aussi des milliers de Canadiens qui participent à des travaux humanitaires ainsi qu'à des activités de développement social et économique partout dans le monde. Dans bien des cas, le gouvernement ne saurait les remplacer même s'il le voulait. *De quelle façon le gouvernement peut-il le mieux aider les Canadiens à aider les autres? Quelle serait la façon la plus directe pour l'aide au développement de servir les intérêts de la politique étrangère canadienne? Quelle devrait être la nature du rapport entre nos programmes de commerce et d'aide? Notre pratique de relier l'aide à l'approvisionnement au Canada devrait-elle être plus relâchée pour les pays les plus pauvres? Quelle proportion de l'aide gouvernementale devrait être acheminée par la voie de ces*

organisations non gouvernementales (ONG) canadiennes? De quelles façons pourrions-nous améliorer l'exécution du programme?

Il nous faudra examiner les objectifs, les politiques et les programmes de notre coopération avec le Tiers monde. En recherchant le juste équilibre pour nos programmes à l'étranger, nous devons décider de nos priorités. Les décisions ne seront pas faciles. Les fonds que le Canada peut consacrer à l'étranger sont limités.

Renforcement du système économique multilatéral

Les sommets économiques auxquels le Canada a participé ont à tour de rôle souligné l'importance de contrer et de renverser le protectionnisme. Une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales (NCM) doit bientôt être lancée pour régler les problèmes actuellement posés au commerce, y compris les obstacles tarifaires et non tarifaires, et pour élargir la portée des règles internationales applicables à l'agriculture, aux services et aux mesures de sauvegarde. Ces négociations tenteront également d'amener les pays nouvellement industrialisés à participer plus pleinement au système de droits et de responsabilités du GATT. Il se peut qu'elles soient de longue durée et que leurs résultats soient limités et à long terme. Toutefois le Canada appuie l'amorce de nouvelles négociations commerciales multilatérales sous l'égide du GATT, lesquelles pourraient rétablir la confiance et la prévisibilité dans le système commercial international. Des consultations se tiennent actuellement au pays pour définir les intérêts des Canadiens afin que nous puissions contribuer à l'établissement de l'ordre du jour des négociations. *Quels points les Canadiens, notamment les gens d'affaires et les milieux syndicaux, veulent-ils voir inscrire à l'ordre du jour? Devrions-nous permettre/pouvons-nous résister à une plus grande concurrence internationale dans certains secteurs domestiques qui profitent actuellement de diverses formes de protection?*

Le protectionnisme pose de grands dangers au Canada. Nous devons avoir des garanties raisonnables d'accès à des marchés suffisamment vastes pour générer des revenus qui représentent un bon rendement de l'investissement et qui permettent d'appuyer la mise au point d'autres produits concurrentiels. Pour être compétitives, nos industries doivent concevoir des produits de